

t.120.6-57 - CG/wb

t.311 Pakistan

t.311 Pakistan 13

a/a

3003 Berne, le 28 mai 1975

Rapport sur ma mission à Islamabad / Pakistan

1 - 5 mars 1975

S. Chappatte

1. Buts de la mission

Il s'agissait d'une courte mission de prospection (contacts avec le gouvernement pakistanais, la FAO, etc.) et d'un examen avec l'autorité spéciale mise sur pied par le gouvernement pakistanais pour venir en aide à la région sinistrée (tremblement de terre de décembre 1974) de la demande d'assistance adressée à la Suisse.

2. Discussions

2.1. Economic Affairs Division (EAD) -- M. Sarfraz Khan Malik, Joint Secretary, et M. Shujaat Hussain, Section Officer, Technical Assistance, Swiss Desk.

L'Economic Affairs Division a pour tâche principale de coordonner l'assistance technique étrangère.

J'informe M. Malik de la situation au Pakistan Design Institute et en particulier des résultats des discussions du governing council. Il m'indique qu'il y a quelque temps (quand?) l'EAD avait refusé à l'EPB de rechercher une aide étrangère supplémentaire et complémentaire dans le domaine du design en indiquant qu'il était préférable de n'avoir qu'une source d'aide.

Je fait part à M. Malik de la décision favorable de la CT quant au Dairy Training Institute Lyallpur. Le rapport de M. le Prof. M. Bechmann est traduit en anglais; il sera alors envoyé à l'EAD pour former la base d'une demande officielle. Nous espérons démarrer le projet à la fin de l'année. Malik se montre très enchanté de notre décision dans une de nos "spécialités"; avait déjà pris un certain risque en répondant aux Hollandais et aux Australiens qui s'intéressaient à ce projet, qu'il avait été réservé à l'aide technique suisse. Est donc soulagé.

Je lui fais part de notre intention d'accroître notre assistance technique au Pakistan et de notre désir de recevoir des propositions de projets de l'EAD. M. Malik se montre surpris mais heureux de notre décision et cela d'autant plus que, lors d'une visite qu'il avait effectuée à Berne en décembre 1974, M. Heimo lui avait décrit les difficultés financières de la Confédération et l'impossibilité pour la CT d'envisager une expansion de ses activités. Il se montre très content de notre décision et



promet d'y donner suite rapidement. Il n'a évidemment rien dans sa manche, car il était loin de se douter que je serais porteur d'une proposition aussi intéressante. Les propositions qu'il fera élaborer nous seront transmises via notre Ambassade à Islamabad. Nous examinons les différents secteurs d'intervention par ordre d'importance et dégageons les priorités suivantes:

- a) élevage et agriculture (développement rural intégré, services de vulgarisation, centres d'essai, formation, cultures sèches, éventuellement irrigation, etc.);
- b) secteur forestier (formation de gardes forestiers, reboisement, lutte contre l'érosion, etc.);
- c) formation professionnelle; santé.

Comme je n'avais pas mentionné le secteur de l'industrie, M. Malik m'a demandé si ce secteur n'entrait pas en considération. Je lui ai dit que nous ne refuserions pas d'étudier des propositions de projets dans ce domaine, mais que nous donnerions la préférence aux autres secteurs mentionnés en raison d'une part du fait qu'une intervention dans ce secteur nous pousserait à être très exigeant sur les conditions de réalisation, et d'autre part du fait que le Pakistan Design Institute de Karachi doit être considéré comme une aide directe à l'industrie. M. Malik me répond alors qu'il n'a pas de projets précis à nous proposer dans ce secteur.

2.2. FAO - M. H. Geuting, FAO Representative (allemand)

J'informe M. H. Geuting de notre décision positive en ce qui concerne le Lyallpur Dairy Training Institute ainsi que de la possibilité de réaliser éventuellement ce projet sous forme d'aide associée avec la FAO. M. Geuting se réjouit de notre décision et ne voit aucune difficulté à une association FAO-Suisse pour la réalisation du projet si cette solution devait être choisie.

Je lui indique notre intention d'accroître notre programme d'assistance technique au Pakistan et en particulier de trouver de bons projets agricoles et forestiers. G. est particulièrement au courant des besoins exacts des différentes provinces du Pakistan dans ces domaines, étant donné qu'il vient de terminer, avec un groupe de spécialistes agricoles, forestiers, etc., la préparation du "country programme PNUD", qui les a menés dans toutes les provinces du pays où ils ont eu des réunions de travail avec des responsables pakistanais. Il nous recommande de ne rien entreprendre dans l'Azad-Cachemire, pour des raisons politiques, mais suggère le Balouchistan et la N.W.F.P. (North West Frontier Province).

La situation s'est nettement améliorée au Balouchistan mais, à mon avis, l'instabilité règnera dans cette région tant que les tensions avec l'Afghanistan n'auront pas été aplanies. M. Geuting indique que tout projet dans cette région, même dans sa principale ville Quetta, rencontrera des difficultés pour loger du personnel étranger et que tout budget devrait comprendre une rubrique "construction de maisons d'experts".

Les meilleures perspectives apparaissent dans la N.W.F.P., et spécialement dans sa partie septentrionale. La FAO y a préparé trois projets identiques mais ne peut en réaliser que deux pour ne pas donner une importance trop grande aux projets forestiers dans son programme. Le projet qui ne peut être réalisé et que M. Geuting nous propose de réaliser, le cas échéant sur une base bilatérale avec étroite collaboration avec les deux autres projets FAO, est intitulé "Introduction of Intensive Forest Management on a pilot area basis in Utrot Valley (N.W.F.P.)" (PAK 74/070). C'est un très bon projet dont la FAO se porte garant. La description détaillée du projet nous sera envoyée rapidement. Le projet coûterait environ \$ 1,5 million pendant 5 ans (experts, équipement, bourses) et nécessiterait la présence de trois experts, dont un ingénieur spécialisé dans l'équipement forestier et son entretien. Le but du projet est à la fois de démonstration et de formation. L'arrondissement forestier de l'Utrot Valley sera un arrondissement pilote d'exploitation dans lequel devront être formés des techniciens forestiers pakistanais. Ces derniers sont en général de bonne qualité mais ont besoin pendant quelque temps de conseils et d'orientation. Actuellement, les arrondissements forestiers comptent de 25'000 à 30'000 hectares. La formation d'un nombre supplémentaire de forestiers pourrait les réduire à 15'000 hectares environ. Il est prévu que les deux projets similaires de la FAO débutent en 1976.

M. Geuting m'indique que les possibilités de projets qui avaient été discutées lors de la dernière visite de M. Wiesmann ont soit été abandonnées soit concrétisées par la FAO et le PNUD. Il suggère également que la FAO et la Suisse s'associent à un autre projet au Pakistan (Funds in trust ou autre formule); si cette idée était agréée, il aimerait que nous lui indiquions le genre de projets que nous préfererions, les objectifs que nous nous fixons, le type d'experts que nous pourrions recruter facilement, etc. Le Country Programme PNUD pour 1977-1981 se monte à \$ 47,5 millions au total dont 25 uniquement pour l'agriculture, l'élevage et les forêts, alors que des projets pour environ 100 millions avaient été programmés dans ces secteurs (surprogrammation: environ 75 millions).

G. nous fera également parvenir la "Forest Policy Study" qu'a entreprise la FAO pour le Pakistan dès qu'elle sera prête pour la distribution.

2.3. Colonel Mohammad Nawaz, Additional Secretary, Cabinet Division

Le but de cette réunion avec le responsable des secours à la région sinistrée par un tremblement de terre en décembre 1974 était de préciser le genre d'assistance que le Pakistan avait officiellement demandée au gouvernement suisse. Le texte du télégramme que j'ai envoyé le 6.3.75 à Berne à l'issue de cette réunion résume le cours de la discussion:

"J'ai cherché, en compagnie de M. Ch. Truninger, à obtenir des renseignements sur la demande d'aide que le gouvernement pakistanais nous avait transmise par notre Ambassade à Islamabad d'une part et par son Ambassade à Islamabad à Berne d'autre part.

Cette demande nous priait d'envoyer dans les plus brefs délais au Pakistan des experts dans les domaines de la protection contre les avalanches et les glissements de terrain et de la reconstruction d'habitations dans la région sinistrée. Nous avons eu de longues discussions avec le Ministre des Affaires Etrangères ainsi qu'avec le Colonel M. Nawaz, secrétaire Cabinet Division du Premier Ministre et responsable de l'aide à la région sinistrée ainsi que de la coordination de l'assistance étrangère.

La situation est actuellement la suivante: à la suite de l'aide massive en capitaux (50 millions de dollars) reçue de pays tiers, le Pakistan dispose d'une somme lui permettant d'assurer largement les secours et de prévoir le lancement d'un plan de développement à long terme de la région en question. La mission de l'UNESCO, dont il est fait mention dans le télégramme de notre Ambassade à Islamabad du 3.2.75, est maintenant terminée. Elle a soumis ses conclusions et en particulier convaincu le gouvernement pakistanais de renoncer aux services d'experts étrangers, en particulier de ceux qu'il avait demandés de la Suisse. D'après ce que nous avons appris, la commission de l'UNESCO aurait soumis des propositions détaillées qui permettraient au Pakistan d'assurer seul les travaux pour lesquels il avait recherché officiellement l'aide de la Suisse.

Le programme d'assistance immédiate (immediate relief programme) est en voie de réalisation; il y a donc lieu de considérer comme caduque la demande qui nous avait été représentée. Dans une séance tenue le 4.3.75, le gouvernement pakistanais a décidé de passer à la phase suivante, qui est celle de la préparation d'un plan de développement à long terme de la région sinistrée. Il a à cet effet décidé d'établir un programme détaillé pour chacun des secteurs concernés: agriculture, élevage, reboisement et sylviculture, transports, santé, etc. La durée de l'établissement de ces programmes varie selon que nos sources étaient optimistes ou pessimistes. Alors que le Ministre des Affaires Etrangères estime que cela prendra de 4 à 6 mois, le Colonel Nawaz est de l'avis que dans 2 mois au maximum tout sera prêt.

Le Ministre des Affaires Etrangères nous a recommandé d'accepter les prévisions du Colonel Nawaz, étant donné que celui-ci est le grand responsable des opérations. Il apparaît d'autre part que pour la plupart des secteurs concernés mentionnés plus haut, le Pakistan peut compter sur une assistance qui lui permettra d'établir ces programmes. Le Colonel Nawaz m'a expressément prié de transmettre à Berne le désir du Pakistan de bénéficier de l'aide d'un expert suisse pour l'établissement du programme en question dans le domaine des "small scale and cottage industries". Cet expert suisse se rendrait dans la région sinistrée et aiderait le gouvernement pakistanais à établir le relevé des besoins, le genre des petits industries à envisager (travail du bois, etc.) et la manière de réaliser le programme établi. Il s'agirait en l'occurrence d'une activité de consultation qui aboutirait à l'établissement de recommandations. Selon le Colonel Nawaz, cet expert suisse devrait être sur place dans les semaines à venir. Je lui ai répondu que cela ne pourra pas être le cas, mais que je transmettrais sa requête à Berne et que nous lui ferons savoir dans le plus bref délai si la Suisse disposait d'un tel expert et en l'affirmative dans quel délai raisonnable elle pourrait l'envoyer au Pakistan pour un séjour de quelques semaines. Je vous saurais donc gré d'examiner ce problème rapidement et de transmettre votre réponse au Colonel Nawaz par notre Ambassade à Islamabad, qui est constamment harcelée par les Pakistanais désirant savoir si oui ou non la Suisse peut faire quelque chose. Il ne faut pas éveiller de faux espoirs chez les Pakistanais. Il s'agit donc de leur dire rapidement si nous pouvons envoyer l'expert en question et si oui, dans quel délai. Si la réponse est affirmative, mais si le délai pour l'envoi de notre expert dépasse de loin les espérances pakistanaises, le Colonel Nawaz nous dirait alors si une assistance de la Suisse à l'établissement de ce plan de développement à long terme dans le domaine des "small scale industries" peut être prise en considération ou non.

Je lui ai déjà dit qu'en cas d'impossibilité de trouver un expert et de le trouver dans un temps relativement court, la Suisse pourrait toujours réaliser une partie (et cela dans n'importe quel secteur) de plan de développement qui serait alors établi sans nous. Il serait cependant à mon avis préférable de s'associer à l'établissement de ce plan, à la condition toutefois, que nous trouvons rapidement un expert. Je suis prié d'autre part de faire part à M. Bill que tous nos interlocuteurs, sans exception, nous ont demandé où il en était avec l'accord à signer entre nos deux gouvernements, sur l'engagement au Pakistan du corps suisse d'assistance en cas de catastrophe. Tous nous ont prié de transmettre à Berne leur désir de voir cet accord être signé rapidement. Prière de transmettre très rapidement votre décision à notre Ambassade à Islamabad. Chappatte"

J'ai eu l'impression que c'est avant tout une question de prestige national qui a conduit à l'échec (finalement aucun expert suisse n'a pu être envoyé au Pakistan dans un délai si court). Je suis persuadé que la mise sur pied du groupe chargé de la préparation du plan de développement à long terme a pris beaucoup plus de temps que les Pakistanais ne l'escomptaient.

Ceci doit être mis sur le compte des faux espoirs qu'a suscités l'année passée la création du corps suisse d'aide en cas de catastrophe. Des projets d'accords avaient été envoyés à une série de pays, statistiquement les plus touchés par des catastrophes de toute sorte, et ont été rapidement prêts à être signés. A la hâte suisse au début a malheureusement suivi un net ralentissement, si bien que, lors de ma visite à Islamabad, l'accord n'était toujours pas signé. Cela était dû au fait que le corps avait été engagé au Sahel, mais il n'en reste pas moins que les Pakistanais voulaient, à juste titre, faire appel à une aide qu'on leur avait promise et qui ne venait pas. D'où un certain malaise au cours de nombreuses discussions que j'ai eues à Islamabad.

2.4. Ministère des Affaires Etrangères - M. M. Malik et Waheed

La discussion a repris de nombreux éléments de l'entretien avec l'EAD (examen des projets de notre assistance technique et perspectives d'avenir), de sorte que je n'y reviendrai pas.

L'attention s'est alors tournée vers le projet d'accord sur l'engagement du corps suisse en cas de catastrophe (pourquoi n'est-il pas signé, etc.). Sans connaître au début le délai que nous impartissait le Colonel Nawaz pour envoyer un expert en petites industries pour la reconstruction de la région sinistrée, mes interlocuteurs me disent que notre expert peut arriver dans 4 à 5 mois. Lorsque je leur fais part du délai du Colonel Nawaz, leur réaction est: "Il faut alors vous en tenir à ce qu'il a dit!"

3. Observations et conclusions

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire à notre nouvel Ambassadeur au Pakistan, M. L. Mossaz, et à son collaborateur, M. C. Truninger, qui m'a été d'une grande assistance lors de mes contacts à Islamabad, je pense que les conditions se prêtent à une extension notable de notre programme d'aide technique au Pakistan, programme qui est pour le moment limité au seul "Pakistan Design Institute" de Karachi. Cette extension sera vraisemblablement presque uniquement le fait de projets de la Confédération, étant donné que le "privé" est difficile à trouver au Pakistan. Le gouvernement pakistanais donne nettement la préférence à des accords intergouvernementaux. Le Pakistan remplit les conditions d'un accroissement de notre aide et

offre, malgré un produit national relativement bas, une infrastructure administrative et économique sur laquelle peut reposer une collaboration efficace. Le contact avec les agences des Nations Unies doit être encouragé et certains projets peuvent nous y lier (cf. projets FAO, BIT (?)). Les tensions avec l'Inde d'un côté et l'Afghanistan de l'autre poussent le pays à rechercher une aide extérieure. Notre neutralité serait renforcée si un meilleur équilibre des projets de la CT dans la région était réalisé.

Les secteurs dans lesquels notre contribution serait la plus efficace sont l'agriculture, l'élevage, la forêt, la formation professionnelle et la santé. Il serait cependant faux d'exclure l'industrie malgré les difficultés que de tels projets présentent. L'évolution actuelle du Pakistan Design Institute (assistance indirecte à l'industrie) est encourageante à cet égard.

Des demandes d'assistance nous seront envoyées parmi lesquelles il faudra faire un choix, ce qui nécessitera presque certainement une mission ultérieure au Pakistan, si possible cet été encore. Les projets retenus pourraient alors démarrer en 1976.

S. Chappatte